

L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Numéro spécial
d'ESSAI
jeudi 10 avril 1975

Vive l'amitié franco-algérienne

Jeudi 10 avril, Giscard d'Estaing s'envolera pour l'Algérie, répondant ainsi à l'invitation du gouvernement algérien. C'est là un événement de grande importance qui ne peut que nous réjouir.

En 1962, après des années de lutte héroïque le peuple algérien gagnait son indépendance. Grâce au sacrifice de ses meilleurs enfants, l'Algérie se libérait du colonialisme et ouvrait une nouvelle page de son histoire. Depuis, à travers de nombreuses luttes elle a consolidé son indépendance sur tous les plans.

Pour la première fois depuis 1962 un président français se rendra en Algérie. Il faut souligner que ceci est pour une bonne part le couronnement des efforts du gouvernement algérien pour qu'un nouveau type de rapports s'établisse entre les deux pays. Le président Boumediène avait déjà invité De Gaulle et Pompidou sans résultat. Il est vrai que le monde a connu bien des transformations et qu'en particulier l'Algérie y a aujourd'hui un rôle important.

Dans le monde d'aujourd'hui la coopération entre la France et l'Algérie est d'une grande importance.

L'Algérie joue dans la lutte du tiers monde contre les deux superpuissances un rôle de premier plan. Au sein des diverses organisations du tiers monde elle tient un rôle éminent en faveur d'un nouvel ordre économique mondial. Dans les diverses conférences internationales elle est un des porte-paroles du combat du tiers monde face aux deux superpuissances. On ne peut aujourd'hui parler de l'Algérie sans qu'aussitôt soit évoqué le vaste tiers monde tant il est vrai que les deux s'identifient. Ce tiers monde qui est la force principale contre la volonté d'hégémonie des deux superpuissances.

La France quant à elle appartient au groupe de ces pays capitalistes d'Europe de l'ouest dont l'indépendance est menacée par les superpuissances. Celles-ci se disputent pour le contrôle de ces pays et préparent une guerre pour le contrôle de l'Europe. La France, pour maintenir son indépendance est obligée de s'opposer aux deux superpuissances et de se rapprocher de tous les pays qui s'y opposent également, en particulier ceux du tiers monde.

La coopération franco-algérienne est ainsi conforme aux intérêts de l'Algérie comme de la France. Elle contribue à isoler les deux superpuissances et à défendre l'indépendance nationale des deux pays.

A cette raison d'ordre général s'ajoute une raison particulière qui tient à la situation géographique des deux pays.

La France et l'Algérie sont deux pays méditerranéens. Leur intérêt est que la Méditerranée soit aux peuples méditerranéens afin d'en faire une zone de paix. Or, les deux superpuissances dans leur rivalité pour le contrôle du Moyen-Orient et de l'Europe ont fait de la Méditerranée une zone de troubles et de menaces pour les peuples riverains. Elles y entretiennent des flottes de guerre qu'elles ne cessent de renforcer, elles se livrent à la subversion dans les pays riverains. L'intérêt des pays méditerranéens est de réaliser un front uni pour que les deux superpuissances se retirent de Méditerranée. La coopération franco-algérienne va dans ce sens.

Mais la condition au développement des relations franco-algériennes est qu'elles s'établissent sur un pied d'égalité. Par exemple il n'est pas normal que les exportations de produits français en Algérie soient plus importantes que les importations de produits algériens en France. Pour remédier à cela le gouvernement français doit augmenter les importations en provenance d'Algérie. Il n'est pas normal que les travailleurs algériens en France connaissent des conditions de travail et de vie souvent très mauvaises.

Surtout, il est inacceptable que ces travailleurs ne puissent vivre en sécurité. Pour tenter de saboter les rapports franco-algériens, les bandes fascistes incitent au racisme et ont recours à des crimes racistes. Ces actes sont jusqu'à ce jour restés presque tous impunis.

Le gouvernement a une lourde responsabilité à assumer. La coopération franco-algérienne ne pourra se développer que s'il est mis fin à l'activité de ceux qui voudraient la saboter et agissent ainsi au profit des superpuissances, contre l'indépendance nationale de la France et contre les intérêts profonds de notre peuple.

André Colère

O.U.A.

Conférence extraordinaire

La conférence extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine convoquée sur proposition de l'Algérie, poursuit ses travaux à Dar Es-Salam (Tanzanie). Elle est destinée à arrêter une position commune des pays africains face aux manœuvres du régime raciste de Pretoria (Afrique du Sud) pour «appâter» des pays africains et leur faire abandonner tout soutien aux mouvements de libération de l'Afrique australe.

D'ores et déjà plusieurs orateurs ont manifesté la vigilance des peuples d'Afrique et leur détermination de poursuivre la lutte pour la décolonisation complète de l'Afrique.

C'est ainsi que dans son intervention d'ouverture le président tanzanien Julius Nyerere a réaffirmé la nécessité d'isoler les racistes d'Afrique du Sud. Quant au représentant du Kenya il a exprimé l'avis de nombreux pays en réclamant nettement le boycott complet de l'Afrique du Sud et le soutien total de tous les pays africains aux mouvements de libération :

«Dans les circonstances actuelles nous n'avons d'autre choix que d'encourager et de soutenir la lutte armée que livrent nos frères opprimés» a-t-il notamment déclaré.

SUCCES D'UNE OPERATION PALESTINIENNE

Dans un communiqué un porte-parole militaire palestinien a déclaré que plusieurs bombes incendiaires avaient été déposées par les «forces révolutionnaires spéciales» dans un immeuble de sept étages de la ville d'Afouda en Galilée occupée. Cet immeuble est «utilisé par les services de renseignements ennemis».

«La ville, ajoute le communiqué, a été secouée par leurs explosions et un incendie a éclaté. Les flammes ont cerné les hommes des services de renseignements ainsi que les colons sionistes habitant l'immeuble».

Cette opération, revendiquée par la résistance palestinienne, a provoqué aux sionistes des «pertes humaines et matérielles considérables».

CAMBODGE

Cinq années de luttes...
... Cinq années de victoires.

MEETING DE SOLIDARITE

organisé par le CILA et le MNSPI
soutenu par l'Humanité rouge

14 AVRIL - MUTUALITE - SALLE A - 20h 30

Avec la participation de :

- Monsieur In Sokan, président du comité FUNK de France.
- L'ensemble artistique du comité FUNK de France

Le « Renmin Ribao » a publié le 4 avril un article intitulé : « Profiter des difficultés d'autrui pour s'enrichir ». En voici des extraits :

« L'Union Soviétique, sans avertissement, vient de doubler pour cette année les prix du pétrole et des autres carburants qu'elle vend à ses « alliés » est-européens. Il s'agit là d'une claire violation de l'accord signé avec ces pays, en vertu duquel les prix des fournitures de carburants resteraient inchangés pendant cinq ans. Par ailleurs, elle a réduit la quantité qu'elle avait acceptée de fournir et déclaré que les prix devaient par la suite être négociés chaque année. Cette décision soviétique porte atteinte à l'économie et au niveau de vie d'un certain nombre de pays Est-européens, en même temps qu'elle perturbe leurs plans de production. Par là se révèle l'avidité impitoyable des révisionnistes soviétiques qui ne sont rien d'autre qu'un des plus grands exploiters internationaux.

Chacun sait que la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, et la République démocratique allemande importent d'Union Soviétique 90 % de leur pétrole et de leurs produits pétroliers. Fin 1973, le vice-ministre soviétique du Commerce extérieur, I.F. Semitchastnov s'est vanté en disant que l'Union

Soviétique « remplirait à la lettre » ses « obligations quant à la fourniture du pétrole et des produits pétroliers » aux Etats Est-européens membres du « Conseil d'entraide économique » (COMECON) et n'envisageait pas « d'augmenter les prix ». Or, à peu de temps d'intervalle, les révisionnistes soviétiques revenaient sur leur parole et doubleraient d'un seul coup les prix du carburant, sans se soucier le moins du monde des difficultés économiques supplémentaires apportées aux pays est-européens, déjà en proie par ailleurs à toute une série de problèmes. Cette attitude des révisionnistes soviétiques a inévitablement suscité mécontentement et inquiétude parmi les pays victimes de cette manœuvre.

Lorsque des contradictions au sujet du prix du pétrole vinrent à se manifester au sein de sa « communauté », Brejnev se rendit en personne à Budapest pour tenter de dissiper le mécontentement croissant dans les pays Est-européens. En même temps, les révisionnistes soviétiques mirent en branle leur machine de propagande pour se « justifier », prétendant que « la hausse du prix est raisonnable ».

Nous publierons dans notre édition de demain (vendredi 11 avril) la suite de cet article du Renmin Ribao qui traite des justifications de Brejnev et des conséquences de la politique social-impérialiste sur les pays Est-européens.

UN NAVIRE SOVIÉTIQUE EXPULSÉ

des eaux suédoises

Selon le journal suédois « Dagens Nyheter », les garde-côtes suédois ont expulsé hier un vaisseau soviétique qui avait illégalement pénétré dans la zone de défense côtière suédoise.

Le journal suédois rapporte que le navire soviétique a illégalement pénétré et s'est ancré le 31 mars dans la zone de défense côtière au sud de Roslagen. Après l'expulsion de ce vaisseau le lendemain, son capitaine tenta d'excuser l'intrusion en disant que son vaisseau avait jeté l'ancre pour « attendre des ordres », et qu'il ne savait pas que le navire était entré dans une zone de défense côtière suédoise.

LAOS, IL Y A UN AN

Il y a un an, le 5 avril 1974, le Conseil politique national de création et le Gouvernement provisoire d'union nationale (G.P.U.N.) ont été formés selon les Accords de Vientiane. Depuis ils ont combattu avec acharnement pour donner au G.P.U.N. une ligne politique claire, par le « Programme politique national d'édification de la paix, de l'indépendance, de la neutralité, de la démocratie, de l'unité et de la prospérité » du royaume du Laos. Ils ont combattu contre la « droite » laotienne réactionnaire et les seigneurs de guerre soutenus par les impérialistes US et leurs volets thaïlandais.

CAMBODGE

Meeting le 14 avril - Salle A - Mutualité - organisé par le CILA et le MNSPI avec la participation de :
- Monsieur In Sokan, président du Comité FUNK de France.
- L'ensemble artistique du Comité FUNK de France.

Tchiang Kai-chek, chef de file de la clique réactionnaire du Kuomintang et archi-ennemi du peuple chinois, est mort des suites d'une maladie le 5 avril à Taiwan.

L'agence centrale d'information du Kuomintang a rapporté le 6 avril qu'après la mort de Tchiang Kai-chek le « vice-président » fantoche Yen Kian-kan assumait la fonction de « président » fantoche de la clique tchiangkaïchiste pour maintenir la domination réactionnaire de celle-ci sur la population de Taiwan.

Depuis qu'il trahit en 1927 la révolution démocratique dirigée par le docteur Sun Yat-sen, Tchiang Kai-chek, ce représentant de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique en Chine, était toujours hostile au Parti communiste et au peuple, exerçant sa dictature et trahissant la patrie. Il avait les mains salées par le sang de révolutionnaires chinois. Mais jamais sa domination sanguinaire n'a pu entraver la marche de la roue de l'histoire. Guidé par son grand dirigeant le président Mao et le Parti communiste chinois, le peuple chinois, au prix d'une longue

lutte armée révolutionnaire, a mis à bas le règne réactionnaire de la clique tchiangkaïchiste et fondé une Chine nouvelle et populaire. Une nouvelle ère a été ainsi ouverte dans l'histoire chinoise.

Après avoir fui à Taiwan, Tchiang Kai-chek n'y faisait plus que végéter sous l'aile de l'impérialisme américain, mais il n'en demeurait pas moins hostile au peuple. La population de Taiwan s'est opposée vigoureusement à la domination réactionnaire de la clique tchiangkaïchiste qui est accablée de contradictions internes. Il ne fait pas de doute qu'après la mort de Tchiang Kai-chek, la population de la province de Taiwan, animée de la glorieuse tradition patriotique, amplifiera sa lutte pour libérer Taiwan et réunifier la patrie et que le personnel patriote militaire et administratif au sein de la clique tchiangkaïchiste, lui aussi, prendra mieux conscience de la situation et accordera une contribution positive à la libération de Taiwan et à la réunification de la patrie. Le peuple chinois libérera Taiwan.

(Agence Chine Nouvelle)

Le peuple américain aux côtés des peuples d'Indochine

Selon l'hebdomadaire américain « Guardian », des manifestations de masse se sont déroulées en certaines villes américaines pour exiger du gouvernement US qu'il mette fin à son soutien aux régimes fantoches de Saigon et de Phnom Penh.

Plus de 700 New-yorkais, avec à leur tête des anciens combattants, ont manifesté le 29 mars

sous la pluie dans le centre du quartier commercial de Manhattan. Les manifestants, portant des bannières, ont salué avec chaleur les victoires que viennent de remporter les forces armées et la population sud-vietnamienne, et exige que le gouvernement US applique l'accord de Paris et mette fin au soutien qu'il apporte aux régimes fantoches de Saigon et de Phnom Penh. La manifestation s'est déroulée dans une atmosphère militante et fut bien accueillie par les passants. Des étudiants sud-vietnamiens et des ressortissants cambodgiens résidant aux U.S.A. ont également participé à la manifestation.

Les manifestants ont souligné les liens étroits entre la lutte de la classe ouvrière contre les conséquences de la crise économique et la lutte contre l'intervention US en Indochine. Ils ont aussi avancé le mot d'ordre : « Emploi et revenu pour tous ». Un orateur a indiqué : « Notre objectif n'est pas de mettre fin à une guerre particulière, mais de briser le système qui provoque la guerre l'impérialisme ».

Des manifestations semblables contre l'intervention US en Indochine avaient lieu en même temps à Los Angeles, Washington, Chicago et Newark.

Antérieurement, le 25 mars, quelque 500 personnes avaient manifesté à Wisconsin et avaient exprimé leur solidarité militante avec les peuples du Cambodge et du Sud Vietnam.

Les révisionnistes, de vrais bourgeois

X. est une ville de province — municipalité de «gôche» depuis les dernières élections. Actuellement, rien ne va plus entre socialistes et révisionnistes, et les révisionnistes utilisent cette querelle pour répandre l'illusion qu'eux, à la différence du PS, défendent les travailleurs.

Mais ne soyons pas dupes : «Le révisionnisme au pouvoir c'est la bourgeoisie au pouvoir». Et les quelques faits suivants suffisent à démasquer le comportement de nouveaux bourgeois, de ceux qui voudraient bien se faire passer pour les meilleurs défenseurs des travailleurs.

— Dans une famille avec un enfant de 10 ans, le père perd son emploi par suite d'un accident de travail. Le voilà donc comme tant d'autres, au chômage, condamné à faire vivre sa femme et son fils avec une allocation de misère. Il demande un secours à la municipalité qui le lui refuse...

— N., femme au foyer parce que partiellement infirme, avait jusqu'à présent une femme de ménage que lui envoyait gratuitement la municipalité. Il y a peu de temps, cela lui a été supprimé. Les révisionnistes continuent, il est vrai, de lui envoyer régulièrement une femme de ménage, mais il faut qu'elle la paye elle-même, et bien que ses indemnités aient été légèrement augmentées, en fin de compte, elle y perd — et pendant le mois de congé payé il faut qu'elle se débrouille toute seule. Voilà bien une mesure d'austérité qui suffit à démasquer la duperie de ces messieurs qui aiment à se présenter comme les «adversaires» de l'austérité de Giscard.

— Par suite d'une réorganisation administrative, un employé de la mairie est licencié... et reclassé dans un autre service. En apparence, il n'y perd pas, puisqu'il garde le même échelon. Mais voilà : la grille des salaires correspondant à sa nouvelle fonction comporte plus d'échelons que l'ancienne, et ce travailleur parviendra donc moins vite en haut de l'échelle que s'il avait gardé son ancienne fonction. Conséquence : à moyen terme,

il y perd — avec la bénédiction bien sûr, des responsables CGT locaux : la CGT ne défend pas les travailleurs, elle défend le pouvoir des nouveaux bourgeois !

Par ailleurs, les employés communaux de cette ville sont bien placés pour avoir un avant-goût de ce que serait la société française si le P«C»F parvenait au pouvoir comme le souhaitent les sociaux-impérialistes russes.

Ainsi, ils voient bien les festins que s'offrent les nouveaux bourgeois de la municipalité entre eux — tandis que les employés communaux n'ont que le plaisir de préparer la fête... et de vider les poubelles pleines de homard et autres produits qu'aucun travailleur ne peut se payer. N'est-ce pas là une division sociale identique à celle

qui existe dans tous les pays asservis par le social-impérialisme, ainsi d'ailleurs que dans toutes les autres sociétés basées sur l'exploitation : d'un côté, ceux qui triment, de l'autre, ceux qui festoient sur le dos de ceux qui triment !

Autre exemple du gaspillage et du mépris du travail : les employés de la ville ont travaillé des semaines pour aménager des pelouses. Mais le gazon n'étant pas semé à temps - le 14 Juillet - le 13, des camions de sable sont envoyés et déversés sur l'emplacement des pelouses : le travail des employés municipaux a ainsi été réduit à néant.

A bas les nouveaux bourgeois du P«C»F !

Correspondant H.R.

DES PAYSANS EN LUTTE POUR LE DROIT AU TRAVAIL

Depuis plusieurs années, trois fermes (60 ha) sont inexploitées, à Plessé (Loire-Atlantique). Depuis le départ des fermiers le propriétaire refuse de les louer à des paysans. Il préfère les louer à des marchands de bestiaux qui en profitent.

Ailleurs des fermes viables sont démantelées et réparties la plupart du temps entre des agriculteurs qui n'en ont pas besoin pour vivre et qui ne visent qu'à grossir encore plus.

Toute exploitation qui disparaît est un licenciement.

De plus les jeunes qui désirent s'installer sont réduits à désertir l'agriculture et s'en vont grossir les rangs des chômeurs.

Face aux spéculateurs de tout poil qui profitent de la terre, des paysans-travailleurs ont voulu imposer dans les faits de manière offensive le juste mot d'ordre :

«La terre pour ceux qui la travaillent».

Vendredi 4 avril, ils ont installé un couple de jeunes paysans dans les bâtiments et les terres d'une des fermes citées plus haut, la ferme de la Vigne Parou.

L'objectif de cette action : imposer au comte propriétaire un bail de location de la ferme

Samedi 5 : huissiers, flics et sbires FFA se présentent pour faire évacuer les «nouveaux locataires» et les paysans qui les soutiennent. Sans succès.

Dimanche 6 : 4 ha de parcelles ont été labourées en vue d'être ensencées. Plusieurs centaines de personnes sont venues apporter leur soutien à cette juste action pour le droit au travail.

Des travailleurs de Garnier (Redon) en lutte contre 250 licenciements étaient présents pour manifester leur soutien. Cette journée a été un succès.

Dans l'immédiat deux objectifs.

— Elargir la participation effective des paysans, en ralliant ceux qui sont d'accord sur le fond mais hésitent encore.

— Populariser le plus largement possible l'action notamment auprès des travailleurs de Redon.

Appel à nos camarades, amis, lecteurs

Dans la bataille pour l'Humanité rouge quotidienne, une première victoire a été remportée grâce à nos camarades, amis et lecteurs. Grâce à ces nombreux travailleurs qui, dans la France entière, ont apporté leur contribution pour rassembler les 20 millions qui étaient nécessaires au lancement de l'Humanité rouge tri-hebdomadaire.

Cette semaine une nouvelle étape commence. L'Humanité rouge paraît chaque jour à titre d'essai.

Mais si nous voulons que rapidement notre journal sorte définitivement chaque jour sur huit pages, il est indispensable de rassembler 20 nouveaux millions, nécessaires pour l'achat du matériel.

Ces 20 millions, il les faut pour le 1^{er} juillet.

Si nous voulons que cet objectif soit atteint dans les délais, il faut que le rythme de rentrée d'argent s'accélère. Les sommes reçues depuis le 1^{er} mars nous permettent d'affirmer que si un effort pour le soutien financier n'est pas effectué, l'objectif ne sera pas atteint.

La bataille pour l'Humanité rouge quotidienne est un grand combat politique. Est-ce que nous serons en mesure chaque jour de combattre la trahison, révisionniste, de mobiliser les travailleurs pour se préparer à la guerre d'agression qui approche ?

Oui, sans aucun doute si nous osons faire preuve d'esprit offensif, si nous faisons confiance aux travailleurs de notre pays.

Plus que jamais, il importe de faire appel aux masses. De là dépend le succès. De là viendra la victoire.

Alors, camarades, amis et lecteurs en avant pour les 20 millions le 1^{er} juillet !

PROLETARIAT No 9

AU SOMMAIRE :

— La guerre imminente et l'Europe — Interview de dirigeants du P.C.M.L. de Belgique — Un syndicaliste accuse — La grève d'Hollenstein — Nationalisations : solution miracle ? — Front-Rouge : officine révisionniste — Femmes cambodgiennes — Histoire : 1932-1939 «détente» ou course à la guerre ? — Enver Hoxha, OEuvres choisies —

l'exemplaire : 9 F
à commander à E-100 —
70, rue de Belleville —
75020 — Paris.

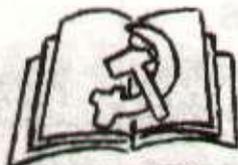
ABONNEMENT

Dans une première étape nous ne publierons l'Humanité rouge que trois fois par semaine, étape de lancement durant laquelle nous maintiendront la publication d'un bi-mensuel.

NOM.....PRENOM.....

ADRESSE.....

Tri hebdo (6 mois) :	Pli ouvert : 75 F	Pli fermé : 172 F
Bi mensuel (6 mois) :	Pli ouvert : 30 F	Pli fermé : 59 F
Tri hebdo et bi mensuel :	Pli ouvert : 100 F	Pli fermé : 230 F



L'OUTIL du Peuple

BULLETIN COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DES OUVRIERS DE LIMOGES

LE PROGRAMME... RIEN QUE LE PROGRAMME... MAIS TOUT LE PROGRAMME...

QUEL PROGRAMME!

Depuis quelque temps on ne fait que nous parler de nationaliser les entreprises pour arriver à nous libérer de l'exploitation capitaliste.

Le P.C.F. aimerait nous faire croire que nos problèmes seront résolus si les entreprises sont nationalisées. Ne serait-ce pas demander de remplacer l'exploiteur individuel (patron) par l'exploiteur collectif (Etat) ?

Car il ne faudrait tout de même pas oublier que l'appareil d'Etat est au service de la bourgeoisie :

Alors pourquoi le P.C.F. préconise-t-il une telle absurdité ?

Pourquoi a-t-il renié toutes les thèses marxistes-léninistes ?

Pourquoi Thorez (secrétaire général du P.C.F.) a-t-il renié ses propres écrits d'avant-guerre ? Voyons ce qu'écrivait Thorez :

« Les nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ne pourraient conduire qu'à un renforcement de l'Etat bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression entre les mains de l'oligarchie financière. Ce serait simplement accélérer le procès de fascisation de l'Etat. Est-ce que nous sommes contre les nationalisations ? Non, nous sommes pour les nationalisations. Mais la condition pour nationaliser, la condition pour socialiser, c'est la prise du pouvoir. »

« Quand nous serons en France à une situation révolutionnaire, alors, à l'exemple de Lénine en 1917 nous demanderons la nationalisation. Ce sera conforme au programme de l'Internationale communiste. A ce moment, les nationalisations, le contrôle ouvrier, l'expropriation sans rachat, tout cela sera devenu le programme du gouvernement ouvrier et paysan, de la dictature du prolétariat à instaurer dans les jours les plus proches, au terme de l'insurrection armée qui nous conduira au pouvoir. » (livre 2 - tome 7 des œuvres complètes - pages 140-150)

Nous autres communistes marxistes-léninistes, nous ne pouvons qu'approuver ces écrits. Mais pour quoi donc et dans quel but, Thorez lui-même et le P.C.F. ont-ils renié ces justes théories révolutionnaires ? En préconisant

maintenant les nationalisations en système capitaliste, le P.C.F. effectue un virage à 180°.

C'est d'autant plus étrange que nous avons pu nous apercevoir que les nationalisations n'ont jamais gêné la bourgeoisie, au contraire, elle y a eu recours. C'est elle-même qui, après 1945, a pris l'initiative d'étatiser les charbonnages, l'électricité, une partie de l'aéronautique, les grandes banques de dépôts, de nombreuses compagnies d'assurances, Renault, la SNCF...

Mais dans ces entreprises nationalisées :

- est-ce que les travailleurs ont le pouvoir de gérer l'entreprise ?
- est-ce que les conditions de travail sont meilleures ?
- ne voit-on pas des diminutions des effectifs tout comme dans n'importe quelle entreprise privée ? C'est ainsi que dans les Houillères, de 1949 à 1970 le nombre des mineurs

est passé de 250 000 à 97 000 (cette réduction s'est faite en application du statut du mineur mis au point en 1946 par les ministres « communistes » M. Paul et A. Croizat). De même à la SNCF, la modernisation va de pair avec une réduction considérable des effectifs (200 000 cheminots en moins de 30 ans) et une augmentation de la charge de travail de chacun.

- est-ce que l'exploitation des ouvriers a été supprimée ?

- c'est l'Etat qui nomme le haut personnel de direction : La hiérarchie, l'encadrement répressif existent toujours ; ainsi se crée des éléments de la classe bourgeoise très dangereux pour les ouvriers. Allez donc demander à n'importe quel escogriffe qui a une bonne place dans la hiérarchie de la Saviem de vous aider dans vos luttes contre le capital : vous serez tout de suite fixés sur ses intentions.

- n'est-ce pas chez Renault que fut expérimenté, en France, le salaire

au poste qui permet de payer l'ouvrier non pas à sa qualification, mais selon le poste de travail qu'il occupe, de le déclasser progressivement avec l'introduction de nouvelles machines ?

En poussant aux nationalisations en système capitaliste, le programme commun revient à consolider le capitalisme en améliorant la position des monopoles contrôlés par l'Etat bourgeois. Il s'agit tout simplement d'appliquer en France, le modèle du capitalisme monopoliste d'Etat de l'Union soviétique.

Face à tout ceci la classe ouvrière n'a qu'un devoir : LUTTER contre l'exploitation capitaliste, pour la destruction du capitalisme monopoliste d'Etat, pour l'instauration du socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

LES OUVRIERS COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE LA SAVIEM

Des propositions de charlatans

La Vie Ouvrière, organe de la CGT, dans son numéro du 9 avril fait des propositions pour soi-disant enrayer le chômage qui touche principalement les jeunes sans formation.

Dans le système actuel, il existe déjà des classes de transition et « pratiques », où sont relégués la plupart des enfants d'ouvriers et des couches laborieuses, pour qui le seul débouché est celui d'OS (et encore une fois sortis de l'école, même avec une qualification, ou beaucoup de diplômes, il leur faut trouver du travail). La clique révisionniste qui dirige la CGT propose : « La création en CES et CET des classes préparatoires à l'enseignement technologique améliorant le recrutement. »

La préparation de la préparation à être exploité, en quelque sorte !

D'après leurs sornettes le chômage est dû au manque de formation des jeunes.

Le deuxième axe de leurs propositions c'est de : « créer des emplois nouveaux ouverts aux jeunes chômeurs qui ne demandent qu'à PRODUIRE ». La production capitaliste, sous direction révisionniste, en encadrant étroitement la classe ouvrière par l'intermédiaire du syndicat unique, telle est dans le fond la préoccupation et ce à quoi travaillent fébrilement ces ennemis jurés de la classe ouvrière.

Ainsi « pour répondre efficacement aux situations existantes » ils préconisent avec insistance, la mise en place de la préformation et la formation de ces jeunes SOUS LE CONTROLE DES REPRESENTANTS DES TRAVAILLEURS ET DES SERVICES DE LA MAIN D'OEUVRE !

Quand on sait ce que font ces soi-disant « représentants des travailleurs », c'est-à-dire les exclusions systématiques de la CGT, des travailleurs qui dénoncent le programme commun et leur ligne de soumission au social-impérialisme, leur pratique de délation, les agressions de militants marxistes-léninistes, etc., il ne fait aucun

doute que pour les révisionnistes, en aucun cas il ne s'agit de combattre l'exploitation capitaliste, mais de la maintenir en la renforçant, sous leur contrôle social-fasciste afin de mieux servir les appétits féroces de leurs maîtres du Kremlin qui veulent mettre la mainmise sur le potentiel industriel de l'Europe qui est considérable, et sur lequel ils comptent pour tenter de se sortir de la crise gigantesque qui les étirent.

Les solutions révisionnistes à la crise et au chômage, sont des remèdes de charlatans et de gangsters, elles s'opposent foncièrement aux intérêts de la classe ouvrière qui doit s'organiser pour mener la lutte contre l'impérialisme et plus particulièrement contre les deux superpuissances impérialistes (URSS-USA) qui sont les vrais fauteurs de la crise et du chômage.

NOUVEAU BUREAU D'ÉDITION

DEUX LIGNES OPPOSÉES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL par Filip Kota en vente aux Herbes sauvages - 70, rue de Belleville - Paris 20e - prix : 12,90 F

LE TEMPS DES ASSASSINS

Dans le XIII^e arrondissement de Paris, un automobiliste a été abattu par la police.

Aussitôt on nous parle de « regrettable erreurs », d'accidents. Il faut rappeler que ce n'est pas la première fois, loin de là, que des passants sont ainsi tués. La vérité c'est que de plus en plus la police a la gâchette facile. Ils appliquent ainsi les directives données par Poniatowski lui-même indiquant aux policiers qu'ils ne devaient pas hésiter à faire usage de leurs armes. On signale d'ailleurs à ce sujet que le préfet Gaudouin aurait été suspendu entre autres raisons pour ne pas avoir donné l'ordre de tirer.

Et tout cela se fait soi-disant pour assurer la « protection des citoyens ». Drôle de protection : dans le métro on est contrôlé, dans les rues on risque d'être abattu.